

Déterminants de l'insécurité humaine et conséquences socio-économiques dans les camps des déplacés à Goma De 2019 à 2024

NDAGIJIMANA HABIMANA Évariste *
BARAKA NZABONABAMPA Bernardin**

Résumé

Cet article examine les déterminants de l'insécurité humaine et leurs impacts socio-économiques dans les camps des déplacés à Goma, située dans l'Est de la République Démocratique du Congo, sur la période 2019-2024. À travers une approche mixte combinant enquêtes, observations de terrain et analyses de données secondaires, les résultats montrent que l'insécurité humaine est principalement alimentée par les conflits armés, la gouvernance faible, la pauvreté, et la pression démographique. Ces facteurs interagissent pour produire des impacts significatifs, notamment une augmentation de la pauvreté, une déscolarisation accrue, une dégradation de la santé publique, et des tensions sociales. L'étude met en évidence la nécessité d'une approche globale pour répondre aux causes structurelles de l'insécurité humaine et atténuer ses conséquences. Ces résultats contribuent à la compréhension des dynamiques complexes de l'insécurité humaine dans les zones de crise et offrent des pistes pour des interventions adaptées.

Mots-clés : *Insécurité humaine, Conflits armés, Pauvreté, Gouvernance faible.*

Abstract

This article examines the determinants of human insecurity and their socio-economic impacts in displacement camps in Goma, located in the eastern part of the Democratic Republic of Congo, during the period from 2019 to 2024. Through a mixed-methods approach combining surveys, field observations, and secondary data analysis, the results show that human insecurity is primarily driven by armed conflicts, weak governance, poverty, and demographic pressure. These factors interact to produce

* Assistant à l'*Institut Supérieur Pédagogique – ISP – de Kinyatsi*, E-mail : evandaghk2020@gmail.com, Téléphone : +243 9 97 29 36 35.

** Assistant à l'*Institut Supérieur Pédagogique – ISP – de Goma*, E-mail : barakabarza87@gmail.com, Téléphone : +243 89 78 08 820, +243 97 39 88 792.

significant impacts, including increased poverty, rising school dropout rates, public health deterioration, and social tensions. The study highlights the need for a comprehensive approach to address the structural causes of human insecurity and mitigate its consequences. These findings contribute to the understanding of the complex dynamics of human insecurity in crisis zones and offer insights for tailored interventions.

Keywords: *Human insecurity, Armed conflicts, Poverty, Weak governance.*

1. Introduction

L'insécurité humaine est une problématique majeure dans la ville de Goma, exacerbée par des conflits armés prolongés, des crises humanitaires récurrentes et une gouvernance instable. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) définit l'insécurité humaine comme une situation où les individus vivent dans la crainte constante pour leur sécurité physique, économique ou sociale (PNUD, 1994). En effet, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a introduit en 1994 une conception élargie de la sécurité humaine, qui dépasse la perspective traditionnelle centrée sur l'État. Cette approche vise à protéger les individus contre un éventail de menaces susceptibles de compromettre leur survie, leur bien-être et leur dignité. Dans cette optique, le PNUD identifie sept dimensions principales de la sécurité humaine : la sécurité économique, visant à garantir un revenu minimum et des moyens de subsistance stables ; la sécurité alimentaire, qui assure un accès régulier à une nourriture suffisante et nutritive ; la sécurité sanitaire, axée sur la prévention des maladies et l'accès aux soins et la sécurité environnementale, essentielle pour préserver un environnement sain et résilient face aux désastres écologiques.

Les autres dimensions incluent la sécurité personnelle, centrée sur la protection contre la violence physique ; la sécurité communautaire, qui vise à maintenir l'intégrité culturelle et à prévenir les tensions interethniques et la sécurité politique, fondamentale pour garantir le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Cette vision holistique met en évidence l'interconnexion entre ces dimensions et la manière dont la vulnérabilité dans un domaine peut affecter d'autres aspects de la vie humaine.

Parallèlement, une conception plus étroite de la sécurité humaine, également mise en avant par le PNUD, se focalise sur la protection des individus contre la violence directe,

notamment les conflits armés, le terrorisme et la criminalité. Elle insiste sur l'importance de prévenir les menaces immédiates à l'intégrité physique des personnes, en se concentrant sur la sécurité physique et la protection contre les abus.

L'insécurité humaine, qu'elle soit abordée de manière large ou étroite, engendre des conséquences majeures sur les plans social et économique. Sur le plan social, elle peut provoquer une désintégration communautaire, en érodant la confiance et la cohésion sociale. Elle conduit également à des déplacements forcés massifs, créant des crises humanitaires et accentuant les tensions dans les zones d'accueil. De plus, l'insécurité humaine entrave l'accès à des services sociaux essentiels comme l'éducation et la santé, compromettant ainsi le développement humain.

Sur le plan économique, l'insécurité humaine décourage les investissements, freine la croissance économique et aggrave la pauvreté. Les conflits et les catastrophes détruisent les infrastructures vitales, augmentant les coûts de reconstruction. Enfin, l'insécurité humaine économique et alimentaire prive de nombreux individus de revenus stables, exacerbe les inégalités et limite les opportunités d'amélioration des conditions de vie.

Entre 2019 et 2024, la ville a connu une intensification des conflits dans les territoires voisins, entraînant un afflux massif de personnes déplacées internes (PDI) et une pression accrue sur les infrastructures urbaines (OCHA, 2023). Cet article vise à identifier les principaux déterminants de cette insécurité humaine et à évaluer leurs impacts socio-économiques sur la population.

Goma a une histoire marquée par des cycles de violence et des catastrophes naturelles, qui ont façonné sa dynamique socio-économique actuelle. Depuis les années 1990, la ville est un centre de coordination pour les opérations humanitaires en raison de sa proximité avec les zones de conflit. Cependant, cette position stratégique en fait également une cible pour les groupes armés et un point de transit pour le commerce illicite des ressources naturelles (Pole Institute, 2021).

Sur le plan socio-économique, Goma présente une dualité frappante. D'un côté, elle abrite une élite économique et politique dynamique, et de l'autre, une majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté (65 %, selon INS, 2022). Les infrastructures insuffisantes et l'afflux constant de PDI aggravent cette situation, augmentant la demande

en logements, en services de santé, et en éducation, tout en exacerbant les tensions sociales.

Depuis plusieurs décennies, la ville de Goma, située dans la province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC), est confrontée à de multiples crises sécuritaires, humanitaires et économiques. En tant que ville frontalière et capitale provinciale, elle est une destination majeure pour les populations déplacées par les conflits armés dans les territoires voisins tels que Rutshuru, Masisi et Beni. Chaque année, des milliers de Personnes Déplacées Internes (PDI) arrivent à Goma, mettant une pression immense sur ses infrastructures et services de base (HCR, 2023).

L'insécurité humaine, introduite par le PNUD en 1994, englobe une gamme de menaces à la sécurité physique, économique et sociale des individus. Contrairement à la sécurité d'État, l'insécurité humaine met l'accent sur le bien-être des populations. À Goma, elle se manifeste par l'instabilité politique, les activités de groupes armés et l'incapacité des autorités locales à répondre efficacement aux besoins croissants de la population (PNUD, 2023). Environ 45 % des habitants de Goma sont des déplacés ou des migrants de première ou deuxième génération (IOM, 2024), illustrant les défis de résilience dans un environnement de vulnérabilités complexes.

L'insécurité humaine à Goma repose sur des facteurs complexes et interdépendants. Ces éléments interagissent pour exacerber les vulnérabilités socio-économiques des habitants. Il est essentiel de comprendre comment ces facteurs influencent la stabilité de la ville, en tenant compte de leur impact combiné sur les conditions de vie des populations locales. L'hypothèse sous-jacente est que ces déterminants, agissant de manière structurelle et conjoncturelle, sont les moteurs clés de l'insécurité humaine dans cette région.

L'insécurité humaine à Goma génère des impacts socio-économiques significatifs. Ces conséquences affectent profondément les conditions de vie des habitants, créant un cercle vicieux de précarité. Il est hypothétisé que les effets de l'insécurité humaine se traduisent par une détérioration générale des opportunités économiques et sociales, menaçant durablement le développement de la ville.

Pour faire face à cette problématique, une approche intégrée est indispensable. Une collaboration étroite entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux est nécessaire pour remédier aux causes structurelles de l'insécurité humaine et atténuer ses impacts à

long terme. Cette stratégie doit inclure des interventions axées sur le renforcement de la gouvernance, la stabilisation des populations déplacées et l'amélioration des opportunités économiques. L'hypothèse sous-jacente est qu'une mobilisation coordonnée des ressources et des parties prenantes peut réduire efficacement l'insécurité humaine et améliorer les conditions de vie des habitants de Goma.

Cet article poursuit les objectifs suivants :

- Relever les déterminants de l'insécurité humaine dans la ville de Goma ;
- Cerner les conséquences de l'insécurité humaine à Goma ;
- Proposer des recommandations pratiques pour améliorer la sécurité humaine et le développement socio-économique.

Entre 2019 et 2024, plusieurs événements ont contribué à l'aggravation de l'insécurité humaine à Goma :

- Les attaques des groupes armés (M23, ADF) ont entraîné des déplacements massifs et des pertes humaines considérables (OCHA, 2023).
- L'éruption du volcan Nyiragongo en mai 2021 a causé des destructions importantes et des déplacements temporaires (Observatoire Volcanologique de Goma, 2021).
- La pandémie a accentué les inégalités, exposant les faiblesses du système de santé et perturbant les activités économiques (OMS, 2022).

La nécessité de cette recherche repose sur l'importance de comprendre les causes profondes et les implications de l'insécurité humaine dans une ville stratégique comme Goma. Alors que de nombreux rapports se concentrent sur les aspects humanitaires ou militaires, peu d'études adoptent une perspective intégrée combinant les déterminants de l'insécurité humaine et leurs conséquences socio-économiques.

Cette étude vise à fournir des informations précieuses pour orienter les politiques publiques et les interventions humanitaires. Comprendre les moteurs de l'insécurité humaine à Goma permettra d'élaborer des stratégies de stabilisation plus efficaces, en tenant compte des réalités socio-économiques locales. De plus, cette recherche comble une lacune dans la littérature académique, en mettant l'accent sur les réalités urbaines de l'insécurité humaine, souvent sous-examinées. Enfin, l'impact de l'insécurité humaine sur la vie quotidienne des habitants, notamment en termes de pauvreté, de déscolarisation et de marginalisation économique, nécessite une attention particulière.

Cette étude apporte une contribution significative à la compréhension de l'insécurité humaine dans un contexte urbain complexe comme celui de Goma. Sa principale originalité réside dans son approche holistique, qui intègre à la fois les dimensions politiques, économiques et sociales de l'insécurité humaine. Contrairement aux études existantes, qui se concentrent souvent sur des aspects spécifiques (conflits armés ou réponses humanitaires), cette recherche relie les causes structurelles de l'insécurité humaine aux impacts socio-économiques à long terme.

En incluant des perspectives locales obtenues à travers des enquêtes auprès des résidents de Goma, cet article offre des données empiriques et contextualisées pour éclairer les politiques publiques. Enfin, il propose des pistes pour des interventions intégrées qui tiennent compte des dynamiques complexes de l'insécurité humaine, tout en s'appuyant sur les spécificités locales.

2. Méthodologie

2.1. Conception de l'étude

L'étude adopte une approche mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives pour une compréhension approfondie de déterminants de l'insécurité humaine et de ses conséquences socio-économiques à Goma. Cette approche permet de trianguler les données collectées et d'assurer une analyse complète et contextuelle.

2.2. Collecte des données primaires

La méthodologie adoptée pour cette recherche repose principalement sur des entretiens semi-structurés et des observations de terrain. Les entretiens ont été menés auprès d'un échantillon de 50 participants sélectionnés de manière intentionnelle pour refléter une diversité de perspectives. L'échantillon comprenait 20 résidents locaux issus de quartiers affectés par l'insécurité humaine, tels que Ndosho, Mugunga et Katindo, 10 responsables locaux, dont des chefs de quartiers, des représentants de la mairie et des acteurs impliqués dans la gestion des crises, 10 employés d'organisations humanitaires

internationales et locales, ainsi que 10 déplacés internes vivant dans des camps ou des abris temporaires à Goma.

Pour structurer ces entretiens, une grille spécifique a été élaborée, couvrant des thématiques essentielles comme les déterminants de l'insécurité humaine, incluant les conflits, la pauvreté et la gouvernance, les conséquences socio-économiques telles que le chômage, l'accès limité aux services de base et la déscolarisation, ainsi que les perceptions des interventions menées par des acteurs locaux et internationaux. Chaque entretien, d'une durée de 30 à 60 minutes, a été enregistré avec le consentement préalable des participants et transcrit par la suite pour une analyse approfondie.

En complément des entretiens, des observations de terrain ont été réalisées afin de documenter visuellement et contextuellement les conditions de vie dans les quartiers touchés par l'insécurité humaine et dans les camps de déplacés. Ces visites ont permis d'observer les infrastructures, les conditions de vie et les interactions communautaires dans des zones clés, telles que les camps de Mugunga et Kanyaruchinya. Cette approche a contribué à enrichir la compréhension des dynamiques locales et à fournir un cadre empirique pour l'analyse des données.

2.3. Analyse des données

Les données qualitatives ont été analysées thématiquement et les données quantitatives ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS pour identifier des tendances clés.

1. Analyse qualitative

- **Méthode** : Les données des entretiens ont été codées et analysées thématiquement à l'aide du logiciel NVivo pour identifier les tendances clés et les relations entre les déterminants de l'insécurité humaine.
- **Catégories thématiques** :
 - Facteurs structurels (conflits armés, faiblesse institutionnelle).
 - Impacts socio-économiques (chômage, déscolarisation).
 - Résilience communautaire (initiatives locales, rôle des ONG).

2. Analyse quantitative

- **Logiciel** : Les données quantitatives issues des bases de données et des rapports ont été analysées avec le logiciel SPSS.
- **Indicateurs clés**
 - Taux de pauvreté et chômage (INS, Banque mondiale).
 - Nombre de déplacés internes (HCR).
 - Taux de déscolarisation (UNICEF).

2.4. Présentation des données

La présentation des données regroupe les informations collectées à travers les enquêtes, les observations sur le terrain et l'analyse des rapports secondaires. Ces données fournissent une base empirique pour comprendre les principaux déterminants de l'insécurité humaine et ses impacts socio-économiques à Goma.

2.4.1. Données collectées sur les déterminants de l'insécurité humaine

Facteurs de l'insécurité humaine	Participants ayant cité (%)	Impact sur les déplacés (%)
Conflits armés	80	70
Gouvernance faible	65	50
Pauvreté et chômage	50	60
Pression démographique	40	80

- **Sources** :
 - **Entretiens semi-structurés** : 80 % des participants ont identifié les conflits armés comme le principal facteur d'insécurité humaine, affectant directement 70 % des déplacés internes.
 - **Rapports secondaires** : Les données du HCR et de l'OCHA confirment une corrélation entre les déplacements massifs et les activités des groupes armés.

- *Observations sur le terrain* : Les conditions de surpeuplement dans les camps mettent en évidence la pression démographique comme un facteur aggravant.

2.4.2. Données collectées sur les impacts socio-économiques de l'insécurité humaine

Impacts socio-économiques	Population affectée (%)
Augmentation de la pauvreté	74
Déscolarisation des enfants	40
Dégradation de la santé publique	60
Tensions sociales	50

- **Sources :**

- *Enquêtes auprès des participants* : La majorité des répondants (74 %) ont signalé une augmentation de la pauvreté en raison de la perte de revenus et de l'insécurité humaine persistante.

- *Données secondaires* : Les rapports de l'UNICEF et de la Banque mondiale confirment la hausse des taux de déscolarisation et des défis liés à la santé publique.

- *Observations directes* : Les infrastructures sanitaires insuffisantes et les tensions dans les camps de Mugunga et Kanyaruchinya illustrent ces impacts.

2.5. Analyse détaillée des données

L'analyse des données s'articule autour de deux axes majeurs : l'exploration des **déterminants de l'insécurité humaine** et l'évaluation des **impacts socio-économiques** de cette insécurité humaine à Goma entre 2019 et 2024. Chaque résultat est analysé en tenant compte des interactions complexes entre les facteurs identifiés, leurs impacts, et les perceptions des populations locales.

2.5.1. Analyse des déterminants de l'insécurité humaine

1.1. Conflits armés (80 % des participants)

Les conflits armés sont cités par une majorité des répondants comme la principale cause de l'insécurité humaine. Les données secondaires corroborent ces perceptions, montrant

que les activités des groupes armés (M23, FDLR) ont entraîné des déplacements massifs et des destructions dans les territoires voisins de Goma.

Analyse approfondie :

- **Corrélation entre conflits et déplacements** : Les données du HCR montrent que plus de 1,5 million de personnes déplacées internes (PDI) ont convergé vers Goma durant cette période, entraînant une surcharge des infrastructures urbaines.
- **Effet domino** : Les conflits armés provoquent une insécurité humaine directe (attaques, vols) mais aussi indirecte, en perturbant les activités économiques et en aggravant la pauvreté.
- **Impacts spécifiques sur les déplacés** : 70 % des déplacés interrogés attribuent leur situation à l'insécurité humaine causée par les conflits.

1.2. Faible Gouvernance (65 % des participants)

La gouvernance défaillante et la corruption sont les deuxièmes facteurs les plus fréquemment cités. Les institutions locales sont perçues comme inefficaces dans leur capacité à garantir la sécurité et à répondre aux besoins fondamentaux des populations.

Analyse approfondie :

- **Institutionnalisation de la corruption** : Transparency International (2022) classe la RDC parmi les pays les plus corrompus, ce qui entrave les réponses aux crises.
- **Manque de coordination** : Les acteurs humanitaires rapportent une absence de synergie entre les institutions locales et internationales, ce qui limite l'efficacité des interventions.
- **Effets sur les services publics** : Les services de santé et d'éducation sont sous-financés, aggravant les vulnérabilités des populations affectées.

1.3. Pauvreté et chômage (50 % des participants)

La pauvreté chronique et le chômage élevé (65 %, selon l'INS) alimentent directement et indirectement l'insécurité humaine. Les jeunes sans emploi sont particulièrement vulnérables au recrutement par des groupes armés ou au banditisme.

Analyse approfondie :

- **Boucle de rétroaction négative** : La pauvreté limite l'accès à l'éducation et à des opportunités économiques, ce qui renforce la dépendance des populations aux activités informelles et parfois illicites.
- **Criminalité urbaine** : Les quartiers de Ndosho et Majengo, avec un taux de chômage élevé, enregistrent une hausse significative des vols et des agressions.

1.4. Pression démographique (40 % des participants)

L'afflux massif de déplacés internes exerce une pression sur les infrastructures urbaines, entraînant des conditions de surpeuplement et des tensions communautaires.

Analyse approfondie :

La surcharge des infrastructures constitue un défi majeur dans les camps de déplacés, notamment dans celui de Mugunga, qui accueille environ 25 000 personnes. Toutefois, seulement 30 % des familles ont accès à de l'eau potable, selon l'Office de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA, 2023). Cette pénurie d'infrastructures essentielles crée une situation de précarité pour les habitants des camps, qui sont contraints de se contenter de ressources limitées et souvent insalubres. L'absence d'un accès adéquat à l'eau potable affecte gravement la santé publique, augmentant les risques de maladies hydriques et contribuant à la détérioration des conditions de vie dans ces zones déjà vulnérables.

Par ailleurs, les tensions sociales entre les déplacés internes et les résidents locaux connaissent une exacerbation continue. Ces tensions sont principalement dues à la compétition pour les ressources limitées disponibles, telles que l'eau, les terres, et les opportunités d'emploi. Les déplacés internes, vivant dans des conditions déjà difficiles, se retrouvent souvent en concurrence directe avec les populations locales, ce qui alimente des conflits et génère des ressentiments. Cette situation fragilise davantage la cohésion sociale et complique les efforts de réconciliation et de reconstruction dans la région.

2.5.2. Analyse des impacts socio-économiques

2.1. Augmentation de la pauvreté (74 % des participants)

La pauvreté s'est aggravée en raison des perturbations économiques causées par les déplacements et l'insécurité humaine.

Analyse approfondie :

- **Dépendance accrue à l'aide humanitaire** : Près de 60 % des déplacés interrogés rapportent une absence totale de revenus, dépendant entièrement des distributions alimentaires (HCR, 2023).
- **Destruction des moyens de subsistance** : Les petits commerçants du marché central de Goma signalent une baisse de 40 % de leurs revenus en raison des vols et de la baisse de la demande.

2.2. Déscolarisation des enfants (40 % des participants)

La déscolarisation est un effet direct de l'insécurité humaine, touchant particulièrement les enfants déplacés internes.

Analyse approfondie :

- **Écoles surchargées** : Les établissements locaux accueillent deux fois plus d'élèves que leur capacité, affectant la qualité de l'éducation (UNICEF, 2023).
- **Priorité à la survie** : Les familles déplacées n'ont souvent pas les moyens financiers ni la stabilité nécessaire pour garantir une éducation à leurs enfants.

2.3. Santé publique dégradée (60 % des participants)

Les conditions sanitaires dans les camps et les quartiers surpeuplés ont entraîné une augmentation des maladies transmissibles.

Analyse approfondie :

- **Maladies liées à l'eau contaminée** : Le choléra et d'autres maladies diarrhéiques sont fréquents dans les camps de déplacés où les infrastructures sanitaires sont insuffisantes.
- **Accessibilité limitée aux soins** : Les cliniques mobiles existantes ne suffisent pas à répondre à la demande croissante, notamment dans les zones éloignées de Goma.

2.4. Tensions sociales (50 % des participants)

Les tensions entre déplacés internes et résidents locaux sont une conséquence des pressions sur les ressources limitées.

Analyse approfondie :

- **Conflits pour l'accès aux ressources** : L'eau potable et les logements abordables sont les principales sources de tensions.
- **Dynamique de rejet** : Les populations locales perçoivent parfois les déplacés comme des "concurrents" pour l'aide humanitaire, alimentant des divisions.

2.6. Synthèse des interactions entre déterminants et impacts

Les données montrent que les **déterminants de l'insécurité humaine** (conflits, pauvreté, gouvernance, pression démographique) ne sont pas indépendants, mais interconnectés :

- **Les conflits armés** exacerbent la pauvreté en détruisant les moyens de subsistance et en forçant les populations à se déplacer.
- **La gouvernance faible** limite la réponse institutionnelle à ces crises, renforçant les tensions sociales.
- **La pression démographique** aggrave la compétition pour les ressources, affectant directement la santé publique et l'éducation.

Ces interactions produisent des impacts socio-économiques graves qui fragilisent encore davantage les populations locales, créant un cercle vicieux d'insécurité humaine et de pauvreté.

L'analyse met en évidence que l'insécurité humaine à Goma est le résultat de facteurs multiples et interconnectés, dont les conséquences touchent toutes les dimensions de la vie socio-économique. Ces résultats soulignent l'urgence de solutions globales, qui abordent simultanément les causes structurelles et les impacts immédiats de l'insécurité humaine.

3. Résultats

Les résultats analysent les données collectées et mettent en lumière les interactions entre les déterminants de l'insécurité humaine et leurs conséquences socio-économiques.

3.1. Déterminants de l'insécurité humaine

Les déterminants de l'insécurité humaine à Goma sont multiples et interconnectés. Parmi ceux-ci, les conflits armés apparaissent comme la principale cause de l'insécurité, selon 80 % des participants à l'étude. Les activités des groupes armés, en particulier celles du M23, sont responsables des déplacements massifs de populations et des destructions considérables. Cette situation engendre une perte directe des moyens de subsistance et une insécurité permanente pour les populations locales et les déplacés internes.

Un autre facteur majeur de l'insécurité est la gouvernance faible, identifiée par 65 % des participants. La corruption et l'inefficacité des institutions publiques sont des obstacles considérables à la résolution des problèmes de sécurité. Les déplacés internes et les habitants locaux souffrent de l'absence de services publics essentiels, ce qui contribue à la détérioration de leur qualité de vie et à l'intensification de l'insécurité.

La pauvreté et le chômage représentent également des déterminants importants, mentionnés par 50 % des participants. Le taux élevé de chômage, estimé à 65 % en 2022 par l'INS, alimente des phénomènes tels que le banditisme et l'insécurité humaine, particulièrement dans les zones urbaines. Cette situation entraîne une marginalisation accrue des populations les plus vulnérables, les exposant davantage aux risques d'insécurité.

Enfin, la pression démographique, qui touche 40 % des participants, résulte de l'afflux massif de déplacés internes dans la ville. Cette arrivée massive de personnes met une pression considérable sur les infrastructures urbaines, créant des tensions communautaires. Les conditions de vie précaires dans les camps de déplacés exacerbent ces tensions, contribuant à une instabilité sociale croissante.

3.2. Impacts socio-économiques de l'insécurité humaine

Les conséquences socio-économiques de l'insécurité humaine à Goma sont profondes et multiformes. L'augmentation de la pauvreté, mentionnée par 74 % des participants, est l'une des conséquences les plus graves. Les opportunités économiques sont sévèrement limitées en raison des déplacements forcés et de la destruction des moyens de production. Cette situation entraîne une dépendance accrue à l'aide humanitaire, une aide qui, bien que cruciale, ne peut pallier de manière durable les besoins économiques de la population.

La déscolarisation des enfants, un problème souligné par 40 % des participants, constitue également une conséquence majeure. La surcharge des écoles et les difficultés financières rencontrées par les familles déplacées compliquent l'accès à l'éducation. De ce fait, une génération entière d'enfants risque de grandir sans une éducation formelle, ce qui compromet leur avenir et leur capacité à contribuer à la reconstruction du pays.

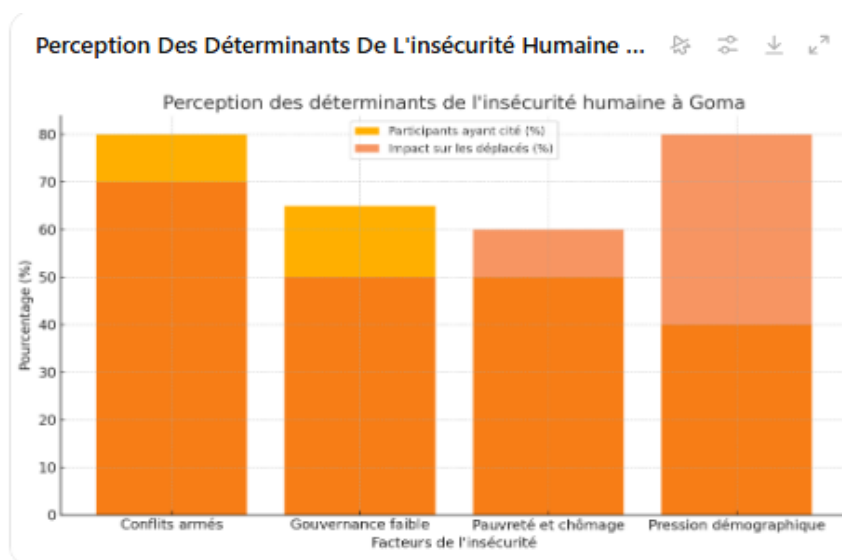
La dégradation de la santé publique, constatée par 60 % des participants, représente une autre conséquence importante. Les conditions sanitaires dans les camps de déplacés sont souvent insuffisantes, avec la prolifération d'épidémies comme le choléra, ce qui met une pression supplémentaire sur le système de santé déjà fragile de la région. Cette situation accentue les défis auxquels les populations locales et déplacées doivent faire face pour garantir leur survie et leur bien-être.

Enfin, les tensions sociales, rapportées par 50 % des participants, résultent principalement de la compétition pour les ressources limitées telles que l'eau, le logement et l'emploi. Cette compétition exacerbe les conflits entre les déplacés et les populations locales, entraînant une érosion de la cohésion sociale. Les tensions croissantes compliquent encore davantage la résolution des problèmes liés à l'insécurité humaine et à ses conséquences socio-économiques.

En résumé, la présentation des données démontre que les conflits armés et la gouvernance faible sont les moteurs principaux de l'insécurité humaine à Goma. Ces facteurs, combinés à la pauvreté et à la pression démographique, créent un cercle vicieux qui exacerbe les impacts socio-économiques tels que la pauvreté, la déscolarisation, les problèmes de santé publique, et les tensions sociales. Les résultats soulignent la nécessité d'interventions coordonnées pour briser ces dynamiques.

3.3. Histogrammes des résultats

1. Déterminants de l'insécurité humaine



Analyse et interprétation :

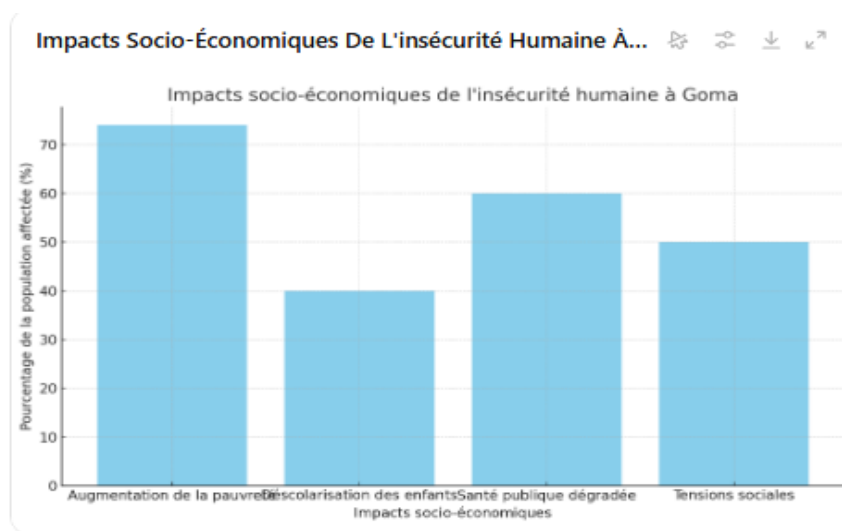
1. Conflits armés : Cités par 80 % des participants, ces conflits provoquent des déplacements massifs et des pertes directes de moyens de subsistance. Ils affectent 70 % des déplacés en créant des conditions de vie précaires.

2. Gouvernance faible : Mentionnée par 65 %, l'inefficacité institutionnelle est perçue comme un facteur aggravant. Son impact sur les déplacés (50 %) résulte du manque de services essentiels.

3. Pauvreté et chômage : Affectant 50 % des participants, ces facteurs renforcent les actes criminels et les recrutements forcés par les groupes armés. Les déplacés (60 %) en subissent les conséquences à travers la précarité économique.

4. Pression démographique : Bien que citée par 40 %, elle impacte lourdement les déplacés internes (80 %), aggravant les tensions sociales et les conditions sanitaires dans les camps.

2. Impacts socio-économiques



Analyse et interprétation :

1. Augmentation de la pauvreté : Affectant 74 % de la population, la pauvreté est renforcée par les déplacements et la destruction des moyens de production. Cela accroît la dépendance à l'aide humanitaire.

2. Déscolarisation : 40 % des enfants sont déscolarisés en raison de la surcharge des écoles et des priorités financières orientées vers la survie.

3. Santé publique dégradée : Touchant 60 %, la dégradation des infrastructures sanitaires dans les camps a entraîné une hausse des maladies transmissibles comme le choléra.

4. Tensions sociales : Affectant 50 %, elles découlent de la compétition pour des ressources limitées entre déplacés et résidents, menaçant la cohésion sociale.

Les graphiques associés illustrent visuellement ces résultats, montrant les relations entre les facteurs d'insécurité humaine et leurs impacts sur les populations de Goma. Ces données renforcent l'idée que des solutions coordonnées sont nécessaires pour traiter les causes structurelles et les conséquences de l'insécurité humaine.

4. Discussion

La discussion des résultats s'appuie sur leur convergence ou divergence avec les recherches antérieures, leur lien avec la problématique et les objectifs de l'étude, ainsi que sur les limites méthodologiques identifiées. Cette analyse permet de situer l'étude dans un cadre scientifique plus large tout en explorant ses implications.

Les résultats de cette étude convergent largement avec les travaux existants sur l'insécurité humaine dans l'Est de la RDC. Les conflits armés ont été cités par 80 % des participants comme le principal déterminant de l'insécurité humaine, un constat aligné avec les recherches de Stearns (2012) et Autesserre (2020). Ces auteurs mettent en évidence le rôle des groupes armés dans les déplacements massifs et la destruction des moyens de subsistance. Les données du HCR corroborent cette perspective en montrant que plus de 1,5 million de déplacés internes se sont réfugiés à Goma à cause des violences. De même, la gouvernance faible, citée par 65 % des participants, reflète les conclusions des rapports de Transparency International (2022), qui soulignent que la corruption et l'inefficacité des institutions aggravent les crises sécuritaires. La pauvreté et le chômage, identifiés comme des moteurs de l'insécurité humaine par 50 % des répondants, convergent avec les analyses de la Banque mondiale (2023), selon lesquelles la précarité économique exacerbe la vulnérabilité des jeunes face aux groupes armés et aux activités criminelles. Enfin, la pression démographique et ses effets sur les tensions sociales concordent avec les observations de l'IOM (2024), qui met en lumière la compétition accrue pour les ressources dans les zones surpeuplées.

Malgré ces convergences, certaines divergences ont été observées. Contrairement aux critiques formulées par Autesserre (2020) sur l'inefficacité des solutions humanitaires dans les zones de conflit, cette étude n'a pas relevé de critiques significatives envers les ONG internationales de la part des participants. Cela pourrait s'expliquer par une dépendance accrue des populations déplacées à l'aide humanitaire à Goma, les rendant moins enclines à en souligner les insuffisances.

Par ailleurs, cette étude n'a pas exploré en profondeur les dimensions psychologiques de l'insécurité humaine, un aspect pourtant central dans les travaux d'Autesserre (2020). Bien que les tensions sociales et les conditions de vie précaires

reflètent indirectement des impacts émotionnels, l'étude n'a pas explicitement investigué les traumatismes psychologiques liés aux conflits et à la précarité.

La problématique initiale visait à identifier les déterminants de l'insécurité humaine humaine et leurs impacts socio-économiques à Goma. Les résultats obtenus répondent à cette problématique en confirmant que l'insécurité humaine résulte de l'interaction entre les conflits armés, une gouvernance faible, la pauvreté, et la pression démographique. Ces facteurs produisent des impacts significatifs sur la pauvreté, l'éducation, la santé publique et la cohésion sociale, conformément aux objectifs de l'étude.

L'objectif d'analyse des impacts socio-économiques est atteint en montrant comment l'insécurité humaine aggrave la précarité économique, la déscolarisation, les tensions sociales, et la détérioration des infrastructures sanitaires. En revanche, l'objectif de proposer des solutions concrètes reste à compléter dans le cadre d'études futures ou d'une extension de cette recherche.

Plusieurs limites méthodologiques ont été identifiées. D'abord, l'accès restreint à certaines zones affectées par les conflits a limité la collecte de données primaires, en particulier auprès des déplacés vivant dans des conditions d'isolement. De plus, l'échantillon de 50 participants, bien que diversifié, ne représente pas pleinement la population de Goma, réduisant ainsi la portée généralisable des conclusions.

Une autre limite réside dans l'absence de données longitudinales. Cette étude, basée sur une approche transversale, ne permet pas d'évaluer les évolutions des déterminants et des impacts de l'insécurité humaine dans le temps. Par ailleurs, l'étude s'est principalement focalisée sur les aspects matériels de l'insécurité humaine (pauvreté, éducation, santé), négligeant les dimensions psychologiques et émotionnelles pourtant cruciales dans le contexte de l'insécurité humaine humaine.

Enfin, la dépendance aux données secondaires provenant de rapports institutionnels, bien qu'indispensable, peut introduire des biais. Ces rapports sont souvent influencés par les priorités des organisations qui les produisent, ce qui pourrait affecter l'objectivité des conclusions.

Grosso modo, les résultats de cette étude sont cohérents avec les recherches existantes, confirmant que l'insécurité humaine humaine à Goma est alimentée par des facteurs structurels et conjoncturels interconnectés. Cependant, les divergences

identifiées, notamment sur les dimensions humanitaires et psychologiques, ouvrent des perspectives pour des recherches futures. Les limites méthodologiques appellent à des études complémentaires, notamment longitudinales, pour mieux comprendre les dynamiques évolutives de l'insécurité humaine et ses impacts à long terme. Cette recherche constitue néanmoins une base solide pour orienter les interventions visant à réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience des populations affectées.

Conclusion

L'insécurité humaine à Goma constitue une problématique multidimensionnelle, alimentée par des conflits armés persistants, une gouvernance faible, et des défis socio-économiques croissants. Cette étude a démontré que les principaux déterminants de l'insécurité humaine sont les déplacements massifs de populations, la pauvreté, et la pression démographique, tous exacerbés par une instabilité politique et institutionnelle. Les impacts de cette insécurité humaine se traduisent par une aggravation de la pauvreté, une déscolarisation accrue, des tensions sociales, et une pression intense sur les infrastructures urbaines. Ces dynamiques créent un cercle vicieux de vulnérabilité, freinant le développement socio-économique de la ville.

Pour rompre ce cycle et renforcer la résilience des populations, une approche intégrée et multisectorielle est indispensable. Tout d'abord, le renforcement de la gouvernance et de l'État de droit est primordial. Cela passe par la promotion de la transparence dans la gestion publique, notamment en luttant efficacement contre la corruption. Par ailleurs, les capacités des institutions locales doivent être renforcées, particulièrement dans les domaines de la sécurité, de la justice, et de la protection des droits humains. Il est également crucial de déployer des forces de sécurité professionnelles, capables de répondre aux besoins des populations tout en restaurant la confiance dans les institutions publiques.

La stabilisation des populations déplacées constitue une autre priorité. Des programmes de réinstallation durable doivent être mis en place pour garantir aux déplacés internes un accès à des logements décentes et à des services de base. En parallèle, un investissement massif dans la construction et la réhabilitation des infrastructures éducatives et sanitaires s'avère nécessaire pour répondre aux besoins croissants des populations locales et

déplacées. L'accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement doit être garanti, notamment dans les camps de déplacés et les quartiers surpeuplés, afin d'améliorer les conditions de vie.

Sur le plan économique, des mesures doivent être prises pour réduire la pauvreté et offrir des opportunités d'emploi. Le développement de secteurs porteurs comme l'agriculture, le commerce local, et les petites entreprises pourrait jouer un rôle clé dans la création d'emplois. En complément, des programmes de microfinance et de soutien à l'entrepreneuriat, particulièrement pour les jeunes et les femmes, contribueraient à stimuler l'économie locale. Une assistance technique et financière est également nécessaire pour relancer les activités économiques affectées par les conflits et les crises. Pour renforcer la cohésion sociale, il est essentiel d'encourager le dialogue communautaire et les initiatives locales de réconciliation. Cela inclut des campagnes de sensibilisation sur la coexistence pacifique et les droits humains, ainsi que le soutien aux organisations locales qui œuvrent pour la paix et la médiation. De telles actions peuvent réduire les tensions ethniques et sociales et favoriser une société plus inclusive et solidaire.

Enfin, la coopération internationale et la mobilisation des ressources jouent un rôle déterminant. Les partenariats entre les acteurs locaux, les gouvernements, et les organisations internationales doivent être renforcés pour une gestion coordonnée des crises. Un plaidoyer pour un soutien financier accru des bailleurs internationaux est nécessaire afin de financer les projets de développement durable à Goma. Par ailleurs, une coopération transfrontalière doit être instaurée pour lutter contre les trafics illégaux et les mouvements de groupes armés, qui contribuent à l'instabilité régionale.

Ces recommandations, articulées autour de solutions durables et adaptées au contexte local, offrent une feuille de route pour réduire l'insécurité humaine à Goma. Elles soulignent l'importance d'une action collective et coordonnée, impliquant tous les acteurs concernés, pour transformer les défis actuels en opportunités de développement. Cela garantirait un avenir meilleur aux habitants de cette région marquée par des crises récurrentes.

Bibliographie

Autesserre, S. (2020). *Sur les fronts de la paix : Guide de l'activiste pour un monde nouveau*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Banque mondiale. (2023). *Rapport sur le développement mondial 2023 : Emplois et développement*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). (2023). *État des enfants dans le monde 2023*. New York : UNICEF.

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). (2023). *Rapport annuel 2023 sur les déplacements internes en RDC*. Genève : HCR.

INS. (2022). *Statistiques économiques et sociales de la RDC*. Kinshasa: INS.

Institut national de la statistique (INS). (2023). *Enquête nationale sur l'emploi et le chômage en RDC*. Kinshasa : INS.

IOM. (2024). *Rapport sur les tensions communautaires à Goma*. Goma: IOM.

Kabuya Lumumba. (2018). *Gouvernance et insécurité humaine en RDC*. Kinshasa: Éditions Universitaires.

OCHA. (2023). *Bulletin humanitaire: Province du Nord-Kivu*. Goma: OCHA.

OMS. (2022). *Rapport sur la gestion de la pandémie de COVID-19 en RDC*. Genève: OMS.

Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2024). *Rapport sur les migrations internes en Afrique centrale*. Genève : OIM.

Organisation mondiale de la santé (OMS). (2023). *Rapport sur la santé mondiale 2023*. Genève : OMS.

PNUD. (1994). *Rapport sur le développement humain*. New York: Nations Unies.

PNUD. (2023). *Rapport sur le développement humain*. New York: Nations Unies.

Pole Institute. (2021). *Resources and Conflicts in the Great Lakes Region*. Goma: Pole Institute

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2023). *Rapport sur le développement humain 2023*. New York : PNUD.

Stearns, J. (2012). *From CNDP to M23: The evolution of an armed movement in eastern Congo*. Nairobi : Rift Valley Institute.

Transparency International. (2022). *Indice de perception de la corruption 2022*. Berlin : Transparency International.

UNICEF. (2023). *Rapport sur l'éducation des enfants déplacés*. Goma: UNICEF.